



LE SENS DES SOUS POUR RÉSoudre LA PAUVRETÉ : RÉSUMÉ



Le présent résumé est un supplément au rapport Le sens des sous pour réduire la pauvreté, publié par le Conseil national du bien-être social en formats papier et électronique. Le résumé et le rapport sont également disponibles en anglais.

De quoi parle le rapport *Le sens des sous pour résoudre la pauvreté*?

Ce rapport fait état du coût financier élevé que représentent actuellement pour nous les conséquences de la pauvreté et explique pourquoi il est judicieux, sur le plan économique, d'investir afin de mettre un terme à la pauvreté. On peut aborder la pauvreté de différentes façons. On peut décider de dépenser à court terme pour aider les gens pauvres à subsister, mais cette approche entraîne souvent des coûts indirects. Elle ne réussit pas à réduire la pauvreté.

Selon le **modèle axé sur l'investissement**, plus on consacre de ressources à la prévention de la pauvreté et aux mesures directes visant à affranchir les gens de la pauvreté, plus les bénéfices seront élevés pour tous les Canadiens et Canadiennes, car les coûts liés aux soins de santé et les autres coûts indirects

diminueront. Le bien-être des gens qui se trouvent à l'échelon inférieur de l'échelle des revenus s'améliorera, et, comme ils consacreront moins de temps à simplement assurer leur survie, ils auront davantage l'occasion de contribuer à la société et à l'économie. Il faut comptabiliser ces types d'avantages et les rendre beaucoup plus visibles de façon que la population canadienne comprenne bien qu'un tel investissement serait rentable.

Un grand nombre de Canadiens et de Canadiennes craignent que la réduction de la pauvreté passe par un accroissement des dépenses à l'égard des gens vivant dans la pauvreté qui minerait la situation des autres. Or, une recherche croissante et l'expérience en la matière indiquent une tout autre chose : que tout le monde tire avantage de la réduction de la pauvreté.



Quel est le coût de la pauvreté?

La pauvreté coûte très cher. Selon diverses études, on a tendance à dépenser dans les secteurs très coûteux qui traitent les conséquences de la pauvreté, lesquelles sont souvent évitables. Le but du rapport n'est donc pas tant de calculer une fois pour toutes le coût de la pauvreté, mais de trouver des façons de **modifier nos coûteuses habitudes au chapitre des dépenses**. Plus nous nous approcherons de ce but, plus nous économiserons et plus les résultats seront importants.

Songez au fait qu'en 2007, le taux global de pauvreté au Canada était de 9,2 % et que l'écart de pauvreté était de 12,6 milliards de dollars. C'est le montant qu'il aurait fallu pour que tout le monde puisse être juste au-dessus du seuil de la pauvreté. Une estimation prudente du coût public de la pauvreté en 2007 donne à penser que nous avons dépensé **près du double de la somme de 12,6 milliards de dollars**¹. En 2009, 3,2 millions de Canadiens et Canadiennes vivaient toujours dans la pauvreté, et le taux de pauvreté était de 9,6 %. Des études américaines et britanniques font elles aussi état de tendances comparables au chapitre des dépenses et de taux de pauvreté persistants.

Pourquoi les coûts de la pauvreté augmentent-ils?

Les répercussions indirectes de la pauvreté font monter les coûts. Ces répercussions se font sentir dans le système de santé et les

services de police et se manifestent dans le besoin d'offrir un vaste éventail de services, comme les banques alimentaires et les refuges pour les sans-abri. Il faut également tenir compte du coût élevé découlant du fait que les gens vivant dans la pauvreté ne peuvent pas être très productifs. Ils peuvent présenter de faibles niveaux de littératie et d'éducation ou se retrouver dans des situations où ils doivent dépenser beaucoup d'énergie pour tout simplement survivre.

Que leur revenu provienne d'un emploi, de prestations pour enfants ou pour personnes âgées ou d'autres formes de soutien du revenu, les gens qui vivent dans la pauvreté n'ont pas assez d'argent pour combler tous leurs besoins. Cette réalité a des conséquences.

Une famille qui ne peut pas payer les médicaments prescrits à un enfant malade finira probablement par aboutir à l'urgence pour que l'enfant subisse un traitement plus intensif. Les salles d'urgence comptent parmi les **services les plus coûteux de notre système de santé**, et les soins qu'elles prodiguent coûtent beaucoup plus qu'un médicament. En outre, une mauvaise alimentation et un stress élevé peuvent entraîner le diabète, des maladies du cœur ou d'autres maladies. Au Canada, environ 20 % des dépenses en santé sont imputables à des facteurs socioéconomiques, comme les écarts au chapitre du revenu².

L'itinérance est un autre domaine où nous laissons le problème s'aggraver pour adopter ensuite des mesures coûteuses. À Calgary,

par exemple, le coût annuel par personne peut aller jusqu'à 42 000 \$ dans un refuge d'urgence et atteindre 120 000 \$ dans une prison ou un hôpital psychiatrique. Les logements supervisés, offrant aux résidents les services dont ils ont besoin, coûtent bien moins, soit de 13 000 \$ à 18 000 \$. Dans le cas des gens qui n'ont besoin que d'un logement abordable, le coût n'est que de 5 000 \$ à 8 000 \$³.

La pauvreté fait en sorte que notre société et notre économie se voient **privées d'énormément de talent et de potentiel**. Les problèmes de santé d'un enfant qui vit dans la pauvreté peuvent nuire à son apprentissage et à ses perspectives d'emploi plus tard dans la vie. Si les adultes qui présentent un risque élevé de pauvreté, par exemple les immigrants, les Autochtones et les parents seuls, avaient des chances égales de trouver un emploi et de gagner un revenu moyen équivalent à celui des autres Canadiens et Canadiennes, notre économie en retirerait des milliards de dollars en revenus personnels et fiscaux.

Si la pauvreté coûte si cher, pourquoi le Canada ne s'en est-il pas occupé davantage jusqu'ici?

Le rapport propose plusieurs pistes de réponse à cette grave question. Par exemple, au Canada, toute une gamme de politiques et de programmes ont été élaborés à différentes périodes, à différentes fins, par différents ministères et par différentes administrations. Réunir tout cela pour en observer les répercussions représente un défi. Le rapport donne

certains exemples pour illustrer les tendances au chapitre des répercussions et aide à expliquer pourquoi certaines approches sont plus fructueuses que d'autres.

Dans des situations complexes, par exemple quand il s'agit d'élever une famille — ou d'éradiquer la pauvreté — la coordination simultanée de nombreux aspects est la clé de la réussite. Les gouvernements du Canada mettent en œuvre depuis plusieurs décennies une approche relativement cohérente pour lutter contre la pauvreté des personnes âgées, et le taux de pauvreté a chuté de façon remarquable. L'application de ce type d'approches à d'autres adultes et aux enfants canadiens n'a commencé que tout récemment.

À l'échelle mondiale, les politiques économiques et les politiques sociales tendent vers des visées distinctes, et les progrès ne sont pas mesurés de la même manière. Il nous a donc été difficile de voir jusqu'à quel point elles sont interreliées et en quoi les grands problèmes sociaux entraînent de grands coûts pour l'économie.

La façon dont le Canada dépense pour lutter contre la pauvreté est un autre facteur important. De nombreux programmes sont fondés sur un **modèle de dépenses** à court terme qui permet aux gens de survivre ou d'être un peu moins démunis. Dans le contexte médical, cela reviendrait à prendre une demi-dose d'antibiotiques afin d'apaiser un certain temps l'infection, pour la voir ensuite empirer.

Le **modèle d'investissement** a des visées à long terme. Il exige peut-être au départ des ressources considérables et du temps, mais ses résultats seront beaucoup plus importants et plus permanents. Les enfants qui profitent d'un bon départ dans la vie et les adultes qui peuvent se maintenir en bonne santé, développer leurs capacités de lecture et d'écriture et faire des études supérieures peuvent devenir plus productifs sur les plans économique et social.

Comment nos investissements dans l'éradication de la pauvreté peuvent-ils bien profiter à l'ensemble de la population canadienne?

Le rapport fournit de nombreux exemples des avantages dont nous pouvons jouir. Les exemples viennent des gouvernements, d'organisations non gouvernementales, du secteur des affaires ou de particuliers. Dans tous les cas, les avantages et les retombées nous mettent dans la bonne voie.

La mesure dans laquelle nous améliorons notre sort sera fonction de la mesure dans laquelle nos investissements sont judicieux.

Au chapitre de l'investissement des **gouvernements** provinciaux, par exemple, certains régimes d'assurance-médicaments ont été offerts à toute personne ayant un faible revenu plutôt qu'aux seuls prestataires de l'aide sociale. Cela favorise un meilleur

état de santé, réduit le recours aux services hospitaliers et permet à certains d'éviter le piège de l'assistance sociale.

Du côté du **secteur privé**, des études ont révélé une réduction de 3 % à 16 % de l'absentéisme et un rendement de 2 \$ à 6 \$ pour chaque dollar investi par une entreprise dans des programmes d'amélioration de la santé⁴.

Investir dans le **développement de la petite enfance, dans l'acquisition de compétences en lecture et en calcul et dans les études supérieures** est essentiel aux sociétés modernes et à la croissance économique. Parmi les initiatives qui fonctionnent, mentionnons un programme intensif qui a permis de faire passer de 56 % à moins de 10 % le taux de décrochage scolaire de jeunes à faible revenu fréquentant une école secondaire de Toronto⁵. Le fait de rester à l'école et de faire des études postsecondaires est profitable aux étudiants et à l'économie.

On arrive parfois à réaliser des économies et à obtenir des avantages en abordant un problème autrement. Une étude portant sur l'incapacité des personnes pauvres de payer leurs amendes a révélé que les coûts d'emprisonnement d'une femme incapable d'acquitter une amende de 150 \$ s'élevaient à 1 400 \$ et que les solutions de rechange à l'emprisonnement étaient une bien meilleure solution⁶.

Certains des programmes les plus prometteurs sont de petite envergure et visent des

problèmes ou des groupes de population en particulier. Ils pourraient donc avoir des répercussions beaucoup plus importantes s'ils étaient étendus et adaptés de façon à combler parfaitement les besoins.

Le rapport met également en lumière le potentiel **des solutions directes et générales axées sur le revenu**. Au Canada, dans les années 1970, on a mis à l'essai pendant quatre ans un programme de revenu garanti. Tous les résidents de la collectivité visée étaient assurés d'avoir accès à un soutien du revenu s'ils en avaient besoin. Personne ne savait qui touchait cette aide, alors personne n'était stigmatisé. On n'a pas observé de réduction notable dans les efforts pour se trouver un emploi que certains redoutaient. En fait, on a plutôt observé une hausse notable du bien-être de la collectivité dans son ensemble, comme en témoignent par exemple la diminution du nombre de consultations médicales pour des problèmes de santé mentale, la diminution du nombre de visites à l'hôpital pour des accidents ou des blessures et l'augmentation des taux d'obtention du diplôme d'études secondaires⁷.

Selon une étude américaine, le fait de verser aux ménages à faible revenu une subvention leur permettant d'atteindre un revenu moyen minimum coûterait 397 milliards de dollars par année, mais permettrait d'économiser près de quatre fois cette somme⁸.

La pauvreté, est-ce que c'est seulement une question d'argent?

Non, la pauvreté n'est pas seulement une question d'argent : la vie n'est pas seulement une question d'argent. Les humains sont des êtres sociaux. Certaines des révélations les plus étonnantes du rapport viennent des sciences humaines et médicales. Elles montrent à quel point les relations sociales et le statut social influent sur **notre santé et notre bien-être**. Les aspects sociaux ont une incidence sur toutes les facettes de notre vie, y compris sur nos décisions en matière économique.

C'est pourquoi le bien-être est un élément crucial dans la façon de vaincre la pauvreté et de mesurer la réussite.

L'un des facteurs clés, en ce qui concerne l'importance du statut social, a été mis en relief dans des études qui montrent que, même dans les sociétés riches comme la société canadienne, où la plupart des gens ont suffisamment d'argent pour vivre en santé, on observe des écarts considérables au chapitre des résultats en matière de santé. De manière générale, les sociétés plus égalitaires présentent moins de problèmes sociaux comme les maladies liées au stress ou la criminalité avec violence. Cette tendance est observée dans toutes sortes de quartiers ou de villes et dans d'autres pays.

L'usure de la vie quotidienne attribuable au stress, qui touche tout le monde, y compris les Canadiens et Canadiennes de la classe

moyenne qui font face à une insécurité et à un endettement grandissants, **peut avoir des effets nocifs sur l'organisme et le cerveau.**

Les risques sont plus grands pour les gens se trouvant aux échelons inférieurs de l'échelle des revenus, aux prises avec des facteurs de stress plus nombreux, mais disposant de ressources moindres pour s'en sortir.

Vivre dans la pauvreté, toutefois, ce n'est pas la même chose que le fait de se trouver au bas de l'échelle des revenus. Il y a entre ces deux situations la même différence qu'entre les étudiants dans le peloton de queue qui obtiennent la note de passage et ceux qui devront redoubler. Se sortir de la pauvreté, comme l'a décrit quelqu'un, c'est comme essayer de monter un escalier mécanique qui descend. Une étude donne à penser qu'une personne qui ne réussit pas à combler ses besoins de base cherchera d'abord à éviter la souffrance et les difficultés et qu'elle ne sera plus motivée à tenter de réaliser ses désirs ou à miser sur l'avenir.

Les stratégies d'éradication de la pauvreté donneront de meilleurs résultats si elles respectent les gens, améliorent leur sort et leur laissent le sentiment qu'ils ont leur vie bien en main, car ce sont des éléments essentiels à leur bien-être. **Ce résultat se traduira par le bien-être supérieur de tous.**

Au Canada et ailleurs, on est en train d'élaborer de bons **indicateurs du bien-être humain**, et les **approches interdisciplinaires** axées sur la société et l'économie prennent de l'ampleur. Ces connaissances peuvent apporter une contribution précieuse à l'élaboration de

politiques et de programmes réellement en mesure de vaincre la pauvreté.

Le Canada est-il prêt à apporter les changements nécessaires pour éradiquer la pauvreté?

Il faudra certainement apporter de grands changements, mais la base est déjà là. **La population canadienne peut s'appuyer sur ses réussites et son expérience.** Dans les années 1960, nous avons créé un système de revenu de retraite comprenant un régime de pensions public, la reconnaissance des efforts consacrés à élever des enfants et un supplément de revenu garanti qui n'est associé à aucun préjugé. Le problème de la pauvreté des Canadiens et des Canadiennes âgés n'est pas tout à fait réglé, mais on constate des progrès au chapitre de la santé et de l'espérance de vie. Les aînés continuent également à contribuer à la vie sociale et économique d'une façon qui aurait été impensable lorsque la pauvreté était le sort de la majorité d'entre eux et elles.

Les prestations pour enfants et la prestation fiscale pour le revenu gagné fonctionnent en grande partie de la même façon aujourd'hui. Nous tirons également profit de notre expérience des années 1970, qui a montré que l'on pouvait retirer des avantages d'une vaste portée en assurant une certaine forme de sécurité du revenu à des personnes de tous les groupes d'âge. Il y a peut-être encore des lacunes, des secteurs inadéquats, des contradictions entre les politiques, mais nous ne partons certainement pas de zéro.

Le Canada est un pays riche. **Des options s'offrent à nous.** Nous nous préoccupons depuis longtemps d'assurer l'équité, la responsabilité de chacun et le soutien à des services publics qui améliorent notre qualité de vie. En outre, les Canadiens et Canadiennes cultivent l'avenir au moyen de programmes innovateurs qui sont particulièrement importants pour répondre à des besoins multiples et particuliers allant au-delà du revenu. Plusieurs gouvernements provinciaux et territoriaux ont élaboré des stratégies coordonnées pour réduire la pauvreté plus efficacement.

Il ne fait aucun doute que l'éradication de la pauvreté est un projet sensé, abordable et réalisable.

Il est dans l'intérêt du public que tous les gouvernements de la fédération canadienne investissent dans la prévention de la pauvreté et dans l'amélioration du bien-être économique et social.

Quels moyens le Conseil recommande-t-il pour améliorer la situation?

Le Conseil national du bien-être social recommande les quatre étapes suivantes :

- Premièrement, il faut adopter une **STRATÉGIE PANCANADIENNE D'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ**. Il s'agit d'un modèle de gouvernance qui énonce une vision à long terme et qui prévoit la coordination nécessaire à son bon fonctionnement.

Elle détermine les personnes responsables de sa mise en œuvre, les ressources nécessaires à sa réalisation et les mesures qui témoignent de nos progrès.

- Un **PLAN D'INVESTISSEMENT DURABLE** intégré à la stratégie est la clé si l'on veut renforcer les capacités humaines, éliminer les obstacles et créer des possibilités. Ce plan tient compte également de l'interdépendance des politiques et de l'évolution de la réalité des Canadiens et Canadiennes au cours de leur vie.
- Avec un **CADRE DE CONCEPTION UNIFORME**, nous nous assurerons d'obtenir des retombées optimales de la gamme de politiques et programmes. Le cadre de conception devrait être fondé sur l'équité et la reconnaissance raisonnable du travail, le soutien à l'autonomie et à l'initiative, la souplesse, la simplicité et d'autres facteurs qui favorisent le développement et le bien-être des personnes.
- Il faudrait également créer une **TRIBUNE OUVERTE AUX FINS DE DISCUSSION ET DE PRISE DE MESURES** qui serait vouée à l'apprentissage continu, à l'adaptation et à l'amélioration; il s'agirait d'un lieu où les nombreux partenaires pourraient échanger des idées, des questions, des recherches, des éléments probants, des rapports d'étape et des expériences vécues.



Nous sommes d'avis que les Canadiens et Canadiennes de tous les horizons appuieront les mesures à prendre pour investir dans un meilleur avenir pour tous et toutes.



À propos du Conseil national du bien-être social

Le Conseil national du bien-être social est un organisme qui prodigue des conseils au gouvernement fédéral sur les questions relatives à la pauvreté et sur les questions touchant les Canadiens et Canadiennes à faible revenu. Ses membres représentent toutes les régions du pays. Toutes les publications sont offertes gratuitement, et vos commentaires sont bienvenus.

Pour obtenir une copie du présent résumé, de la version intégrale du rapport **Le sens des sous pour résoudre la pauvreté** ou d'autres publications du Conseil, n'hésitez pas à communiquer avec nous :

Conseil national du bien-être social
112, rue Kent, 9^e étage
Place de Ville, Tour B
Ottawa (Ontario) K1A 0J9

Tél. : 613-957-2961 / Téléc. : 613-957-0680
Courriel : info@cnb-ncw.gc.ca
Site Web : www.cnb-ncw.gc.ca
ATS : 1-800-926-9105

Notes de fin de document

- ^{1.} Nathan Laurie, *Cost of Poverty: an Analysis of the Economic Cost of Poverty in Ontario*, Toronto, Ontario Association of Food Banks, 2008.
- ^{2.} Groupe de travail sur les disparités en matière de santé du Comité consultatif fédéral-provincial-territorial sur la santé de la population et la sécurité de la santé, *Réduire les disparités sur le plan de la santé – Rôle du secteur de la santé : Document de travail*, Ottawa, Agence de la santé publique du Canada, décembre 2004. N° HP5-4/2005 au catalogue.
- ^{3.} Calgary Homeless Foundation, *The Homeless Among Us*, Calgary, Calgary Homeless Foundation, 2009.
- ^{4.} Jody Heymann avec Magda Barrera, *Profit at the Bottom of the Ladder: creating value by investing in your workforce*, Boston, Harvard Business Press, mai 2010.
- ^{5.} *Passeport pour ma réussite*, *Pathways to Education. Program Status Report*, Toronto, Passeport pour ma réussite Canada, janvier 2009.
- ^{6.} Poverty Reduction Coalition, *Crimes of Desperation: The truth about poverty-related crime*, Calgary, United Way of Calgary and Area, mars 2008.
- ^{7.} Evelyn Forget, *The town with no poverty: A history of the North American Guaranteed Annual Income Social Experiments*, Winnipeg : Community Health Sciences, faculté de médecine de l'Université du Manitoba, 2008.
- ^{8.} Jerrold Oppenheim et Theo MacGregor, *The Economics of Poverty: How Investments to Eliminate Poverty Benefit All Americans*, Entergy, 2006.